



Conseil économique et social

Distr. générale
21 novembre 2006
Français
Original : anglais

Commission du développement social

Quarante-cinquième session

7-16 février 2007

Point 4 c) de l'ordre du jour provisoire*

**Suivi du Sommet mondial pour le développement social :
examen des plans et programmes d'action pertinents
des organismes des Nations Unies concernant
la situation de groupes sociaux**

Rapport du Conseil d'administration de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre à la Commission du développement social, à sa quarante-cinquième session, le rapport du Conseil d'administration de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social sur les activités de ce dernier en 2005 et 2006.

* E/CN.5/2007/1.



Résumé

Le présent rapport rend compte des activités de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social en 2005 et 2006. Il est présenté à la Commission du développement social conformément au mandat défini dans la circulaire du Secrétaire général ST/SGB/126 du 1^{er} août 1963, qui dispose que le Conseil d'administration doit notamment présenter régulièrement à la Commission « un rapport sur l'état d'avancement des travaux de l'Institut ».

L'Institut a été créé en 1963 en vue « de procéder à des recherches sur les problèmes et politiques de développement social et les rapports entre divers types de développement social et de développement économique à des stades différents de l'expansion économique ».

Au cours de la période considérée, plusieurs projets de l'Institut ont été menés à bien, dont deux particulièrement importants : l'étude intitulée « Social policy in a development context » (La politique sociale dans le contexte du développement) et le rapport de l'Institut intitulé « Gender Equality: Striving for Justice in an Unequal World » (Parité entre les sexes : la quête de justice dans un monde inégalitaire).

Une nouvelle phase du programme de recherche axé sur la politique sociale, la réduction de la pauvreté et l'équité a été lancée pour la période 2005-2009. Cette recherche est divisée en six domaines d'activité : politique sociale et développement; démocratie, gouvernance et bien-être; marchés, entreprises et réglementation; société civile et mouvements sociaux; identités, conflits et cohésion; et parité entre les sexes et développement.

L'Institut a publié 99 ouvrages en 2005 et 2006. Son site Web a été réaménagé; les tendances encourageantes que révèlent l'accroissement du nombre de ceux qui en consultent les pages et le nombre de documents consultés témoignent de l'importance de ce mode de diffusion.

Des contributions volontaires de six gouvernements ont constitué le financement de base de l'Institut en 2005 et 2006. L'Institut a aussi reçu de la Communauté européenne, et de divers gouvernements, organisations internationales et fondations, des contributions pour des projets particuliers.

On notera au niveau institutionnel en 2006 une évaluation approfondie de la pertinence, de la qualité, de l'impact et de la rentabilité des travaux de l'Institut au cours de la période 1996-2005, effectuée à la demande de l'Agence suédoise de coopération internationale au développement.

**Rapport du Conseil d'administration
de l'Institut de recherche des Nations Unies
pour le développement social sur les activités
de l'Institut en 2005 et 2006**

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1-6	4
II. Évaluation des activités menées par l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social de 1996 à 2005.....	7-9	5
III. Programme de recherche.....	10-56	5
A. Programme de recherche 2005-2009.....	10-12	5
B. Politique sociale et développement	13-25	6
C. Démocratie, gouvernance et bien-être.....	26-29	9
D. Marchés, entreprises et réglementation.....	30-35	10
E. Société civile et mouvements sociaux.....	36-42	11
F. Les identités, les conflits et la cohésion	43-49	13
G. Parité des sexes et développement.....	50-56	14
IV. Travaux consultatifs	57	15
V. Vulgarisation : publications et diffusion	58-63	16
VI. Assistants de recherche et stagiaires	64	17
VII. Situation financière.....	65-66	17

I. Introduction

1. L'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social est un institut autonome du système des Nations Unies. Il a été créé en 1963 en vue « de procéder à des recherches sur les problèmes et politiques de développement social et les rapports entre divers types de développement social et de développement économique à des stades différents de l'expansion économique » (voir ST/SGB/126 du 1^{er} août 1963).

2. En 43 années d'existence, les activités de l'Institut ont été régies par une conception large du développement social visant à améliorer le bien-être matériel des populations, la cohésion sociale, la participation et la justice sociale. L'Institut a fait de la recherche appliquée, dont les résultats ont été mis à la disposition des responsables politiques et des partenaires de développement. Il a participé activement aux conférences et sommets mondiaux en organisant de nombreuses manifestations destinées à susciter un débat associant les responsables du système des Nations Unies et d'autres intervenants, notamment des bailleurs de fonds, des universitaires et des organisations de la société civile.

3. L'Institut encourage une démarche multidisciplinaire dans la recherche sur le développement social en s'intéressant aux diverses conséquences sociales des processus et politiques de développement ainsi qu'aux multiples facteurs et contextes qui définissent les mécanismes de prise de décisions, en exécutant les projets prévus dans son programme de recherche, en organisant des manifestations et en s'efforçant activement de se faire entendre grâce à la diffusion des conclusions de ses études dans des publications et sur son site Web.

4. Les travaux de recherche s'effectuent en collaboration avec des réseaux de chercheurs universitaires et d'organisations non gouvernementales qui se consacrent à la recherche à travers le monde. La plupart de ces chercheurs sont originaires de pays en développement ou y travaillent. Au cours de la période considérée, plus de 200 chercheurs ont participé à des programmes de l'Institut ou contribué à ses publications.

5. Au 31 octobre 2006, 18 fonctionnaires émargeant au budget ordinaire étaient employés à Genève, dont 11 appartenant à la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur, directeur et directeur adjoint compris, et 7 au personnel d'appui. De jeunes chercheurs ont participé également au programme de travail de l'Institut en tant qu'assistants de recherche ou stagiaires; au cours de la période considérée, ce sont plus de 30 personnes originaires de 20 pays qui ont contribué ainsi aux activités de l'Institut.

6. En 2005, l'Institut a lancé une nouvelle phase de son programme de recherche (2005-2009). Des travaux menés dans le cadre des projets de la phase précédente ont été achevés et de nouveaux projets en sont à des degrés divers de conception et d'exécution. On trouvera de plus amples renseignements sur ces activités de recherche au chapitre III. Les ouvrages que l'Institut a publiés, seul ou en association avec des maisons d'édition commerciales ou des presses universitaires en 2005 et 2006, sont énumérés dans les notes figurant à la fin du rapport.

II. Évaluation des activités menées par l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social de 1996 à 2005

7. L'Institut n'est pas financé par le budget ordinaire de l'ONU et dépend entièrement des contributions volontaires versées par les États Membres, des fondations de recherche, les organismes des Nations Unies et d'autres institutions, lesquels procèdent périodiquement à des évaluations, comme ce fut le cas d'avril à septembre 2006, à la demande de l'Agence suédoise de coopération internationale au développement. Une équipe d'évaluation a été chargée de juger de la pertinence, de la qualité, de l'impact et de la rentabilité des activités de l'Institut de 1996 à 2005.

8. L'évaluation a permis de constater que les travaux de recherche de l'Institut sont cohérents sur le plan thématique et offrent une perspective comparée entre les disciplines et les pays. Cette recherche est parfois innovante, n'hésite pas à aborder des sujets délicats et se révèle importante pour ce qui est de stimuler les débats et de mobiliser les chercheurs originaires de pays en développement. Il ressort également de l'évaluation que l'Institut a permis de donner une autre perspective du développement et contribué de manière importante aux sommets des Nations Unies. Sur le plan institutionnel, l'évaluation a permis de constater que de véritables mécanismes de contrôle de la qualité sont en place, que l'Institut est rentable et que son autonomie est précieuse et mérite d'être préservée. Elle est arrivée aussi à la conclusion que ses finances devaient reposer sur des bases plus saines et plus viables et qu'il convient d'en accroître le financement global.

9. Tout en se félicitant de la gamme et du nombre impressionnants de ses publications, les auteurs de l'évaluation ont vivement recommandé à l'Institut de consacrer plus d'attention et d'efforts à une stratégie de diffusion susceptible de rehausser sa présence et son influence auprès de certains groupes. L'Institut reconnaît l'importance de prendre des mesures pour améliorer la situation dans ce domaine et a entrepris un examen de ses activités de diffusion. Une stratégie révisée est en cours d'élaboration pour renforcer les mécanismes existants et redoubler d'efforts en vue de rehausser la présence de l'Institut et de mieux diffuser les résultats de ses recherches dans les principaux milieux concernés.

III. Programme de recherche

A. Programme de recherche 2005-2009

10. L'Institut réexamine périodiquement son programme de recherche pour veiller à ce que ses projets soient en phase avec les courants et préoccupations du moment en matière de développement, s'intègrent dans une stratégie de recherche cohérente et portent sur des questions dont ne se préoccupent pas véritablement ou suffisamment d'autres réseaux de recherche associés au système des Nations Unies. Pour mettre en œuvre ses projets de recherche, l'Institut doit mobiliser ses financements. Il ne reçoit aucune allocation au titre du budget ordinaire de l'ONU et ses activités sont financées exclusivement par les contributions volontaires d'États Membres, de fondations de recherche, d'organismes des Nations Unies et d'autres institutions.

11. Le programme de recherche de l'Institut pour 2005-2009, qui s'inscrit dans le cadre de son vaste mandat de recherche sur le développement social, est axé sur la politique sociale, la réduction de la pauvreté et l'équité¹. L'Institut étudie les liens entre les aspects sociaux, économiques et politiques du développement et la manière dont les améliorations des institutions sociales, des rapports sociaux et du bien-être social influent non seulement sur le bien-être individuel, mais également sur le développement économique et la démocratie.

12. Le programme de recherche pour la période 2005-2009 comporte six volets : politique sociale et développement; démocratie, gouvernance et bien-être; marchés, entreprises et réglementation; société civile et mouvements sociaux; identités, conflit et cohésion; et égalité entre les sexes et développement.

B. Politique sociale et développement

13. L'Institut définit la politique sociale comme l'ensemble des politiques et institutions publiques qui visent à protéger les citoyens des difficultés sociales et de la pauvreté et, en définitive, à leur permettre de réaliser leurs aspirations. Les activités de recherche menées dans le cadre de ce programme se penchent sur les modalités par lesquelles la politique sociale peut devenir un instrument puissant de progrès démocratique et de développement économique, tout en poursuivant ses objectifs premiers, à savoir la protection et la justice sociales.

14. Quatre projets étaient en voie d'achèvement et trois nouveaux projets ont été lancés en 2005 et 2006.

La politique sociale dans le contexte du développement

15. Ce projet, mené de 2000 à 2005 avec la participation d'environ 140 chercheurs, a tenté de définir un schéma de rapports entre l'État et la société qui favorise le développement, la démocratie et l'intégration sociale. Cet ensemble de projets comprenait neuf sous-projets divisés en deux volets de recherche : les projets régionaux et les projets thématiques. En 2005, tous les travaux de recherche liés aux sous-projets régionaux (Asie de l'Est, Amérique latine, Moyen-Orient et Afrique du Nord, pays nordiques et Afrique subsaharienne) et aux sous-projets thématiques (politiques macroéconomiques en faveur des pauvres, aspects liés à la parité entre les sexes, démocratisation, commercialisation des soins de santé et privatisation de l'eau) avaient été achevés. L'essentiel des activités en 2005 et 2006 ont porté sur la relecture des manuscrits, la publication et la diffusion. Douze ouvrages ont été publiés en 2005 et 2006².

16. Cette recherche a permis de se faire une idée des mécanismes politiques et institutionnels propres à contribuer au bien-être et à l'égalité. Ainsi, l'idée courante selon laquelle la politique sociale des pays en développement devrait être axée sur la protection des groupes vulnérables et la réduction de la pauvreté est-elle jugée trop restrictive. En tant que principal instrument de développement social et économique et de cohésion nationale, la politique sociale doit se soucier également de redistribution, production et procréation. La préférence actuellement accordée à une politique sociale « ciblée » dans les pays en développement pose problème en raison de la limitation fréquente des moyens de l'administration et du fait que la création d'institutions à des fins de ciblage peut aller à l'encontre des activités qui doivent assurer un service universel. Les politiques concernant le marché de l'emploi en

sont pas que des instruments figés de répartition équitable des ressources en main-d'œuvre; elles constituent un cadre important pour s'attaquer aux questions de pauvreté, de respect des droits civils et sociaux fondamentaux et de développement économique. Les politiques en matière d'enseignement et de santé ou bien la réforme agraire peuvent ainsi jouer un rôle de protection et contribuer à la fois à l'équité et à la croissance. Il importe au plus haut point d'assurer la cohérence des politiques et d'exploiter les synergies entre les différents secteurs économiques. Ces rapports de synergie ne sont pas toutefois automatiques. Ils exigent des politiques économiques et sociales expressément conçues dans ce sens.

17. Ces recherches ont suscité beaucoup d'intérêt. C'est ainsi que leurs résultats ont été discutés en mai 2006 au Népal à la conférence de l'UNICEF qui a réuni des organisations régionales et des responsables politiques pour examiner en quoi la politique sociale facilite la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et contribue à un développement équitable. Les activités de l'Institut ont également figuré en bonne place lors du colloque international sur les liens entre les sciences et la politique sociales, organisé par l'UNESCO et les Gouvernements argentin et uruguayen en février 2006, auquel ont participé les ministres du développement social de 13 pays.

La politique et l'économie politique du VIH/sida

18. Cette étude, achevée en 2005, porte sur des aspects souvent méconnus du VIH/sida, liés à des facteurs relevant de l'économie politique. La connaissance de l'histoire est extrêmement importante pour comprendre comment des décennies d'initiatives dans le domaine de la santé publique ont façonné les capacités et les connaissances pour faire face à l'épidémie. Les facteurs politiques et la dynamique liée aux caractéristiques structurelles et aux intérêts particuliers jouent aussi un rôle important lorsqu'il s'agit de déterminer quand et comment réagir aux niveaux régional, national et mondial. Il faut que les militants se préoccupent davantage des questions de stratégie à long terme pour exercer des pressions et influencer sur les principaux décideurs et indiquer comment promouvoir les intérêts politiques par des stratégies de soins et de prévention. Les responsables politiques devraient être conscients des rapports qui existent entre le VIH/sida, l'évolution des conditions structurelles et les politiques macroéconomiques qui agissent sur le développement et la pauvreté. La plupart des gouvernements doivent toutefois encore remanier leurs plans et programmes de développement pour tenir compte de l'évolution de la main-d'œuvre qualifiée, de l'emploi et de la conjoncture économique. Quatre des études exécutées ont été publiées comme documents de programme³.

Réactions des communautés face au VIH/sida

19. Ce projet visait à fournir, pour l'élaboration des politiques et programmes, en particulier au niveau de l'État et au sein de la société civile, des renseignements sur les possibilités d'aider équitablement et efficacement les collectivités à prévenir les risques du VIH et à atténuer les conséquences du sida. Les études commandées en 2004 sont achevées et, après réception de nouveaux fonds, trois nouvelles études ont été lancées : sur le Congo, la Thaïlande et Haïti. Tous les travaux de recherche ont été achevés en 2006. Un atelier a été organisé en septembre 2005 auquel ont été invités des représentants d'organismes des Nations Unies, des pays où les recherches ont été effectuées, d'établissements universitaires, d'institutions de

recherche et de la société civile. Cette série d'études a été agréée pour être publiée en tant que supplément du journal *AIDS Care* (qui doit paraître en 2007).

Commercialisation, privatisation et accès universel à l'eau

20. Ce projet, qui a pris fin en 2005, a analysé plusieurs expériences de services d'approvisionnement en eau, en s'intéressant en particulier aux services faisant appel au secteur privé. L'objectif était de préciser la nature du compromis entre équité et efficacité, qui semble influencer sur les services d'approvisionnement en eau dans les pays en développement et d'identifier les contraintes institutionnelles qui empêchent l'accès universel à l'eau. Deux études exécutées au titre de ce projet ont été publiées en tant que documents de programme⁴ et celle concernant l'Argentine paraîtra prochainement. Une version revue et corrigée est en cours de préparation. Comme suite à ce projet, une nouvelle étude intitulée « Politique sociale, réglementation et participation du secteur privé à l'approvisionnement en eau » a été effectuée dans le cadre du volet du programme intitulé « Marchés, entreprises et réglementation ».

Réduction de la pauvreté et politiques adoptées

21. Ce projet-phare (2005-2009) contribuera aux débats et aux mesures de réduction de la pauvreté en examinant le rôle de la politique sociale et les rapports existant entre divers types de régimes et d'institutions. Par le biais de cette recherche, l'Institut vise à faire mieux comprendre la nécessité d'une cohérence dans les mesures et à identifier les moyens qui pourraient permettre une plus grande synergie entre les politiques adoptées et les institutions pour promouvoir un développement équitable et sans exclusion. En 2005 et 2006, des documents de travail ont été établis dans le but de sélectionner huit pays en vue d'une étude plus approfondie, les mandats des chercheurs ont été définis et les coordonnateurs des différentes études identifiés de même que les spécialistes travaillant sur les différents régimes et sur la réduction de la pauvreté qui seront invités au premier atelier organisé dans le cadre de ce projet au début de l'année 2007. Les pays qui feront l'objet d'étude de synthèse ont également été identifiés.

22. Les résultats de ces recherches seront intégrés à un rapport sur la pauvreté que l'Institut doit publier en 2009. Les grandes lignes du rapport ont été établies et révisées et le plan et les ébauches de chapitres ont été décidés.

Indice de la politique sociale

23. Des travaux préliminaires ont été effectués en vue de l'établissement d'un indice de la politique sociale. Potentiellement utile pour les experts, responsables politiques et le grand public, celui-ci est un indice des facteurs mesurant les priorités de chaque pays en matière de politiques sociales. Des données sur les dépenses sociales (éducation, santé, logement et assainissement, sécurité sociale) et l'impôt ont été recueillies pour plus de 130 pays. L'indice comportera en outre des indicateurs relatifs à la sécurité sociale et à l'efficacité des institutions. Un document de synthèse a été élaboré; il sera le sujet de discussion d'un atelier qui doit se tenir en décembre 2006.

Financement de la politique sociale

24. Ce projet a commencé en 2006. Il portera sur les options financières des pays en développement qui souhaitent appliquer des mesures sociales pour instaurer une société qui soit économiquement productive, fermement attachée à la démocratie et sans exclusion sur le plan social. Il traitera aussi du rôle des acteurs externes, de mesures modèles et d'idéologies, de la façon dont on peut s'attaquer aux inégalités verticales et horizontales par la répartition des recettes et dépenses et des défis qui se posent en matière de financement de la politique sociale aux États en crise et aux sociétés sortant d'un conflit. En outre, des sous-projets traiteront des questions d'imposition, de sécurité sociale, de caisses de retraite, de rentes minières et de transfert de fonds.

25. Un document d'information donnant les grandes lignes des activités de recherche et une bibliographie annotée ont été établis et on est en train d'identifier des collaborateurs pour faire des recherches et rédiger les études.

C. Démocratie, gouvernance et bien-être

26. 2005 et 2006 ont marqué la transition vers le nouveau programme de recherche sur la démocratie, la gouvernance et le bien-être, qui vise à comprendre les contraintes auxquelles se heurtent les nouvelles démocraties lorsqu'elles veulent améliorer les moyens d'existence, les services sociaux et la protection sociale des citoyens.

27. Un projet de la précédente période était en phase finale et deux nouveaux projets étaient en cours d'élaboration.

Structure ethnique, inégalité et gestion du secteur public

28. Cette étude, menée de 2002 à 2004, a porté sur les incidences des clivages ethniques et des inégalités sur la structure et la gestion du secteur public de 15 démocraties multiethniques. Les chercheurs ont recueilli des données sur la fonction publique, l'exécutif, le Parlement et le système des partis; ils ont examiné les règles qui régissent la sélection pour accéder à ces institutions, analysé la question de savoir si la répartition des postes est équilibrée ou non sur le plan technique et étudié les préférences des électeurs dans la constitution de ces institutions. Au cours de la période considérée, les travaux ont porté surtout sur la préparation des manuscrits des différentes études en vue de leur publication. Trois ouvrages, trois documents de programme et un numéro de *Conference News* ont été publiés⁵. L'ouvrage sur Trinité-et-Tobago sera le prochain à paraître dans la série des 11 volumes publiés conjointement avec Palgrave Macmillan. Un article intitulé « Ethnic inequalities in the public sector: a comparative analysis » (Inégalités ethniques dans le secteur public : étude comparée) a été publié en mars 2006 dans le périodique *Development and Change*.

Nouveaux domaines de recherche

29. En 2006, ont été jetées les bases de nouveaux projets sur les groupes organisés et le développement de la protection sociale ainsi que sur les politiques de réduction de la pauvreté. Ces projets fourniront des éléments pour le rapport de 2009 de l'Institut consacré à la pauvreté. Le premier projet examinera le rôle des facteurs

autres que le revenu, liés à l'organisation et à la mobilisation sociales, les relations entre groupes d'intérêt et l'orientation en matière de protection sociale des partis au sein des gouvernements des nouvelles démocraties à revenu intermédiaire. Le second projet examinera les types d'incitations et de mesures politiques qui encouragent les démocraties à faible revenu à adopter des politiques en faveur des pauvres; il portera en particulier sur les sources, les fluctuations et la ventilation des dépenses publiques, les conditions de gouvernance attachées au financement extérieur des stratégies de lutte contre la pauvreté et les résultats des politiques appliquées.

D. Marchés, entreprises et réglementation

30. Ce nouveau programme, élaboré en 2005 et 2006, examine trois questions essentielles : la privatisation et la commercialisation des services publics; les organisations patronales et la politique de développement; et les entreprises et la réduction de la pauvreté. Les études de cas exécutées dans le cadre de travaux antérieurs sur la responsabilité des entreprises dans le domaine social et celui de l'environnement dans les pays en développement ont été achevées.

Politique sociale, réglementation et participation du secteur privé à l'approvisionnement en eau

31. Ce projet, exécuté en 2005 et 2006, s'est appuyé sur des modèles statistiques et économétriques pour étudier les incidences de la participation du secteur privé sur l'accès à l'eau et aux services d'assainissement et leur accessibilité économique, en particulier pour les pauvres. Sept études de cas (Angleterre, Écosse et pays de Galles, Brésil, Burkina Faso, Colombie, France, Hongrie et Malaisie) ont été faites. Les résultats de ces recherches ne font apparaître aucune différence marquée entre services publics et privés pour ce qui est de l'accès à l'eau et de son accessibilité économique, mais mettent en évidence le rôle crucial de la politique sociale pour ce qui est de veiller à ce que les plus vulnérables aient accès à l'eau potable à un prix abordable. C'est particulièrement vrai des pays en développement, où la réglementation peut être difficile à mettre en place ou inefficace. Un atelier portant sur la méthodologie a eu lieu à Genève en septembre 2005; les résultats des recherches ont par ailleurs été examinés lors d'une réunion multipartite tenue en septembre 2006. Un volume revu et corrigé est en cours d'établissement et doit être publié conjointement avec Palgrave Macmillan en 2007.

Responsabilité sociale et écologique des entreprises dans les pays en développement

32. De 2001 à 2005, l'Institut a mené des recherches sur la responsabilité sociale des entreprises et sur la réglementation des marchés et du monde des affaires. Ces travaux ont mis en évidence le rôle des initiatives bénévoles, des institutions gouvernementales ou multipartites et des partenariats entre secteur public et privé. L'étude appelle toutefois l'attention sur le fait que, le plus souvent, les entreprises, dans l'exercice de leurs responsabilités sur le plan social et sur le plan de l'environnement, ne tiennent pas compte des principales préoccupations en matière de développement et de réglementation. Il convient de développer la participation des divers intérêts des pays en développement aux processus de consultation et de prise de décisions associés aux initiatives relatives à la responsabilité sociale et

écologique des entreprises et de mieux intégrer les partenariats entre secteur public et secteur privé dans les stratégies des pays en développement et de la politique des pouvoirs publics; il reste par ailleurs beaucoup de possibilités de renforcer la complémentarité entre les approches volontaires et légalistes, ou nouvelles et traditionnelles, en matière de réglementation et d'institutions.

33. Trois documents de programme ont été publiés⁶ et le rapport de pays sur l'Afrique du Sud a été achevé et agréé aux fins de publication par les presses de l'Université de KwaZulu Natal (parution en 2007). Les résultats de ces recherches ont été diffusés à l'occasion de diverses manifestations, dont des ateliers et conférences organisés par la Commission européenne, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, le Processus d'Helsinki et le Forum d'apprentissage au Pacte mondial, ainsi que dans trois périodiques.

Organisations patronales et politique de développement

34. Des travaux préparatoires ont été menés en 2006 en vue d'élaborer un nouveau projet d'étude portant sur le rôle des associations patronales et des autres groupements d'intérêts du monde des entreprises dans l'orientation des politiques des pouvoirs publics et la définition des modèles de développement. L'étude examinera surtout deux questions. La première, qui s'inscrit dans un contexte où la communauté internationale travaillant pour le développement en appelle au secteur privé pour qu'il soutienne une croissance favorable aux pauvres et des entreprises socialement responsables, est de définir le rôle que jouent les associations d'entreprises dans ce secteur. La deuxième porte sur les conditions susceptibles de favoriser le retour et le renforcement de pactes sociaux entre l'État, les entreprises et d'autres acteurs non étatiques, qui conduisent à un développement sans exclusion et sur le rôle des organisations patronales en la matière.

Les entreprises et la réduction de la pauvreté

35. Des efforts considérables ont été déployés ces dernières années pour faire participer le secteur privé en général, et les sociétés transnationales en particulier, aux principaux programmes de réduction de la pauvreté menés par la communauté internationale. Ce projet, lancé en 2006, examine l'apport véritable ou potentiel des sociétés par le biais de partenariats entre secteur public et secteur privé, de prix différentiels, d'activités philanthropiques ciblant la pauvreté, du commerce équitable et éthique, de la protection sociale assurée par les entreprises, de projets communautaires, du microfinancement et de liens en amont et en aval avec les microentreprises et le secteur non structuré. Un atelier sur les partenariats entre le secteur public et le secteur privé pour le développement durable, organisé conjointement avec la Copenhagen Business School, a eu lieu en août 2006 et le premier des trois documents de programme a été publié⁷.

E. Société civile et mouvements sociaux

36. L'Institut étudie dans le cadre de ce programme les complexités et les possibilités de changement des mouvements mondiaux, soucieux des modèles actuels de développement et de la mondialisation. Le programme de 2005-2009 portera sur le militantisme de la société civile contre les inégalités socioéconomiques et les privations; l'évolution de la contestation, de la

participation et des mouvements dans le monde; la synergie entre l'élaboration des politiques et les mouvements de militantisme social; et les tensions et les possibilités intrinsèques des alliances à large base et de la réforme institutionnelle.

37. Deux projets étaient en cours dans le cadre de ce programme en 2005-2006 et une recherche a été lancée dans un nouveau domaine.

Les sommets de l'ONU et les relations avec la société civile

38. La participation de la société civile aux principaux instituts de développement a considérablement augmenté ces dernières années. Cela est particulièrement manifeste au regard des sommets et conférences des Nations Unies qui ont lieu sur les questions de développement mondial depuis le début des années 90. Ce projet, né en 2003, s'est attaché à déterminer dans quelle mesure ces activités ont constitué des mécanismes utiles et créé un espace politique propice à un militantisme accru de la société civile.

39. En 2005-2006, des équipes de recherche ont fini d'analyser les données, les résultats d'enquêtes et autres sources documentaires. Les études de cas en Afrique du Sud, au Brésil, en Chine, en Indonésie et au Sénégal sont terminées, et celle du Chili en est à sa dernière phase. Un document sur la société civile et les sommets de l'ONU a également été achevé : il porte principalement sur l'alimentation et l'agriculture, et un projet de volume de synthèse est en cours de préparation. Un colloque international a eu lieu en février 2006 pour discuter des résultats de la recherche.

40. Les connaissances tirées de ce projet et d'autres travaux sur la société civile et les mouvements sociaux ont alimenté le numéro spécial d'une revue sur l'autonomie financière dans l'action sociale, publié en 2006⁸. Deux documents de programmes sont parus, et un numéro de *Synthèses (recherche et politiques)* est sur le point de l'être⁹.

Mouvements mondiaux : la dynamique des campagnes internationales et sa traduction au niveau national

41. Ce projet, qui a débuté en 2004, a examiné les résultats auxquels parviennent les mouvements de la société civile mondiale aux niveaux local et national. Les mouvements liés à l'allègement de la dette, aux règles du commerce international, à un impôt mondial, à la lutte contre la corruption, au commerce équitable et à l'économie de solidarité sont évalués. Les principales activités englobent la préparation d'une série de documents thématiques ou de référence et des études de cas dans cinq pays. Huit documents de programme ont été publiés en 2005-2006, sur la base de documents thématiques et de textes de référence¹⁰. Les études de cas en Argentine, en Bolivie, aux Philippines, au Sénégal et en Turquie sont presque achevées et on prévoit une réunion de diffusion pour les multiples parties prenantes au moment du Forum social mondial, qui aura lieu en janvier 2007.

Réponses sociales aux inégalités et aux changements de politiques

42. Ce projet de recherche, élaboré en 2006, est réalisé par un réseau de sept universités européennes avec le programme Marchés, entreprises et réglementation. Il examine la nature de la contestation sociale, du militantisme et des changements de politiques ayant trait à de nombreux domaines de politique macroéconomique et

de réforme institutionnelle, comprenant l'aide au développement, l'allégement de la dette, la politique commerciale et les subventions, la privatisation, les pratiques irrégulières des entreprises et leur responsabilité. Ce projet, qui s'inscrit dans un programme paneuropéen de recherche, est surtout axé sur la politique volontariste qui a cours en France et au Royaume-Uni. Deux réunions sur la méthodologie et la mise en œuvre ont eu lieu en 2006, à Rome et à Istanbul.

F. Les identités, les conflits et la cohésion

43. Les identités ont un effet sur les formes d'exclusion et de solidarité et constituent le fondement tant de la cohésion sociale que des conflits. Ce programme vise à évaluer la manière dont développement, politiques et changements sociaux façonnent les identités. Il porte sur les notions de différence, de citoyenneté et de compromis aux fins de souligner la complexité des identités ethniques et nationales et révèle la façon dont elles évoluent au fil du temps et sont remodelées par les changements économiques et politiques.

44. Quatre nouveaux projets étaient en cours d'élaboration en 2005-2006.

Identité, pouvoir et droits des autochtones

45. Ce projet examine la structure et l'interdépendance des États des organisations internationales et des sociétés transnationales et analyse la manière dont ces liens influent sur l'identité, les droits et les moyens de subsistance des communautés autochtones. Un projet a été préparé, son financement a été accepté et les travaux ont commencé par un atelier consacré à la méthodologie en juillet 2006.

Religion, identité et commerce

46. Ce projet examine l'influence des groupes religieux sur les sociétés multiethniques et cherche à déterminer si le prosélytisme de ces communautés entraîne inévitablement une fragmentation et une polarisation sociales ou si, au contraire, il peut constituer une force de changement positif ou progressif. Un projet a été préparé et présenté aux donateurs en vue d'un financement.

Discrimination positive, identité et conflit

47. Ce projet examinera les résultats de certaines politiques publiques qui ont été introduites pour réduire la pauvreté. Les tenants des politiques « horizontales » font valoir que les différences économiques et sociales peuvent être éliminées en ciblant les groupes ethniques qui ont le plus besoin d'aide. Le projet déterminera si cette démarche peut être fructueuse ou si ces politiques sont au contraire susceptibles de renforcer les identités raciales et de consolider et de perpétuer par là-même des différences ethniques nuisibles à la cohésion sociale à long terme. Un projet est en cours de préparation.

Groupes minoritaires, changement de génération et formation de l'identité

48. Ce projet examinera les conflits auxquels participent les jeunes minorités dans les sociétés multiethniques. Il cherchera à comprendre la façon dont le développement, les changements sociaux et les politiques publiques façonnent et

influencent les identités, ainsi que l'incidence sur l'exclusion sociale, l'inégalité et le conflit. Un projet est en cours de préparation.

49. Un manuscrit tiré de la conférence *Ethnicity, Equity and the Nation: The State, Development and Identity in Multi-Ethnic Societies* qui a eu lieu à Kuala Lumpur (Malaisie) en août 2005 a été achevé et proposé à l'éditeur Palgrave Macmillan.

G. Parité des sexes et développement

50. Pour 2005-2009, les projets relatifs à la parité des sexes ont été consolidés dans le cadre de ce nouveau programme. La persistance des inégalités entre les sexes au sein du pouvoir fait partie du monde moderne et de ses institutions, que ce soit sur les marchés, dans les flux macroéconomiques; les États, les partis politiques ou les mouvements sociaux; ou encore dans la sphère intime de la famille, du ménage ou de la communauté.

51. En 2005-2006, la principale activité de ce programme a été la publication et la diffusion du rapport d'orientation sur l'égalité entre les sexes et le développement par l'Institut. Deux nouveaux projets sont également en cours d'élaboration.

En quête de justice dans un monde d'inégalités

52. Durant la période considérée, *En quête de justice dans un monde d'inégalités* a été publié en arabe, en anglais, en français et en espagnol; 15 études thématiques sont parues¹¹. La version chinoise du rapport est en préparation; la version anglaise a été publiée au moment de la quarante-neuvième session de la Commission de la condition de la femme (New York, mars 2005). L'Institut a réalisé d'autres efforts de diffusion à la Fondation Ford à New York; à l'Agence suédoise de développement international à Stockholm; au Centre de recherches pour le développement international à Ottawa, à l'African Gender Institute au Cap (Afrique du Sud), à l'Institut universitaire des études de développement de Genève, à l'Instituto de Desarrollo Económico y Social, au FNUAP et au Congrès argentin à Buenos Aires, et à la mairie de Paris. Le coordonnateur de la recherche a également présenté le rapport à des conférences, des colloques et des réunions organisés à l'extérieur.

53. Le rapport de l'Institut, pour citer le compte rendu d'une revue, a fourni « l'analyse économique et politique la plus pénétrante de la lutte pour l'égalité des sexes et les droits des femmes ». Le rapport est utilisé dans des cercles universitaires, médiatiques et politiques. Il a été salué dans des revues scientifiques dont *International Feminist Journal of Politics* (vol. 8, n° 3, 2006), *The European Journal of Development Research* (vol. 18, n° 1, 2006) et *Population and Development Review* (vol. 31, 2005). Dans le système des Nations Unies, l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social a contribué au rapport du Secrétaire général intitulé *Participation des femmes au développement* (soixantième session de l'Assemblée générale, Deuxième Commission, point 58b) de l'ordre du jour) et il y est cité deux fois. Il est également mentionné dans le rapport du Secrétaire général intitulé *Amélioration de la condition de la femme dans les zones rurales* (soixantième session de l'Assemblée générale, Troisième Commission, point 66 de l'ordre du jour); et deux fois dans le rapport de la Division de la promotion de la femme intitulé « Renforcement de la participation des femmes au développement : instauration d'un environnement propice à l'égalité des sexes et à la promotion de la femme, notamment dans les domaines de l'éducation, de la

santé et du travail » (rapport de la réunion du groupe d'experts tenue à Bangkok). Parmi les journaux qui ont évoqué le rapport, citons *Neue Zürcher Zeitung* (16 septembre et 6 novembre 2006), *Le Courrier* (17 janvier 2006), la *Tribune de Genève* (17 janvier 2006), *Clarín* (12 mai 2006) et le *Buenos Aires Herald* (12 mai 2006). Le rapport de l'Institut est sur la liste des lectures préconisées par les universités d'Amérique du Nord (Université Carleton au Canada, Rice University, Tennessee State University, University of North Carolina, University of Washington, University of California-Davis aux États-Unis), d'Europe [London School of Economics, University of Sheffield (Royaume-Uni), Université de Bari et Université de Modène (Italie)], en Afrique [Université d'Ibadan (Nigéria)]. Il sert également à la préparation d'un cours sur l'égalité des sexes au gouvernement et en matière de gouvernance.

Économie politique et sociale des soins

54. Une division sexuelle du travail est à l'œuvre dans les principales institutions qui organisent l'administration des soins : la famille, le marché, le secteur public et le bénévolat. L'administration de soins est indissociable de la pauvreté et de l'exclusion sociale. La gratuité des soins restreint souvent le type de travail rémunéré que celui qui s'en occupe peut entreprendre aux emplois mal payés, n'offrant qu'une faible protection sociale. Un grand nombre de familles et d'individus souffrent de la pauvreté en raison du coût des soins dont ils ont besoin. L'administration de soins, quand elle est rémunérée, est souvent peu valorisée et faiblement rémunérée. La légitimation des soins – les reconnaître à leur juste valeur, et non seulement admettre qu'ils sont bénéfiques pour la société mais mettre des politiques en place pour les valoriser – peut être un moyen efficace de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Cette recherche vise à comprendre les réponses des politiques publiques face aux besoins en matière de services de santé, et ce qui les motive.

55. Un projet a été préparé, le financement obtenu. Un réseau constitué d'équipes de recherche nationales et d'un groupe consultatif international a été mis en place. Un premier atelier a été prévu pour novembre 2006.

Politique fondée sur la religion et égalité des sexes

56. Ce projet étudiera les conséquences sociales et politiques qu'a la religion quand elle assume d'importants rôles publics et politiques contestés, surtout pour ce qui a trait au pluralisme démocratique, à l'égalité entre les sexes et aux droits des femmes. Un projet de recherche est achevé et des contacts ont été établis avec des donateurs potentiels.

IV. Travaux consultatifs

57. Le personnel de l'Institut est souvent consulté par des organismes des Nations Unies, des organisations multilatérales et bilatérales, des gouvernements, des organisations non gouvernementales, des revues scientifiques, des instituts de recherche et des universités. L'Institut contribue ainsi à la réflexion et à l'action d'autres institutions et d'autres groupes grâce à ses compétences spécialisées et les résultats de ses travaux. Durant la période couverte par le rapport, le personnel de l'Institut a assuré une centaine de missions de conseils.

V. Vulgarisation : publications et diffusion

58. C'est dans le cadre de ses activités de vulgarisation que l'Institut diffuse les résultats de ses travaux de recherche auprès des chercheurs, des décideurs internationaux, régionaux, nationaux et locaux, de la société civile et du secteur non gouvernemental, et de la presse, spécialisée ou non. L'Institut propose à un public sans cesse plus nombreux des produits qui lui sont à la fois adaptés et accessibles. Il s'agit, pour l'essentiel, de publications internes, de documents publiés en coopération avec des éditeurs de renommée internationale et du site Web de l'Institut.

59. En 2005 et 2006, l'Institut a fait paraître 99 publications : 15 ouvrages¹², 48 documents de programme¹³, 15 documents spéciaux¹⁴, 4 rapports (1 en arabe, 1 en anglais, 1 en espagnol et 1 en français)¹⁵, 11 synthèses (3 en anglais, 4 en espagnol et 4 en français)¹⁶, 2 numéros de *Conference Infos*¹⁷, 3 numéros d'*UNRISD Infos* (1 en anglais, 1 en espagnol et 1 en français)¹⁸ et son programme de recherche (voir note 1).

60. Les résultats des travaux de recherche de l'Institut sont diffusés dans ses publications; par courrier adressé à ses divers partenaires; dans les conférences, séminaires et ateliers organisés par lui ou d'autres institutions; dans des articles et des entretiens publiés dans des revues spécialisées et dans la grande presse; dans les manifestations publiques auxquelles participe son personnel; et sur son site Web.

61. En août 2006, l'Institut a lancé une nouvelle version de son site Web (<www.unrisd.org>), la quatrième depuis 1996, avec de nouvelles options, comme les flux RSS, et un nouveau graphisme. Selon les statistiques, le site a été consulté en moyenne 23 407 fois entre janvier et décembre 2005 et 30 355 fois entre janvier et octobre 2006. Particulièrement satisfaisant est le nombre de documents téléchargés intégralement : il était de 133 780 en 2005, chiffre atteint en six mois en 2006; entre janvier et octobre, il y a eu en tout plus de 200 000 téléchargements. Plus de 10 000 publications ont été diffusées par courrier électronique aux usagers qui en ont fait la demande. En moyenne, 10 alertes électroniques sont lancées tous les mois. Au 1^{er} janvier 2005, il y avait 4 520 abonnés au système d'alertes électroniques de l'Institut et, en octobre 2006, 7 651.

62. De janvier 2005 à octobre 2006, l'Institut a diffusé plus de 28 000 publications dans le cadre de 74 réunions organisées dans 35 pays à travers le monde. C'était une façon de faire mieux connaître son activité lors de réunions internationales et locales soigneusement choisies.

63. La prochaine stratégie de diffusion de l'Institut tiendra compte de la recommandation formulée à l'issue de l'évaluation de 2006, tendant à ce que les activités soient renforcées pour être plus efficaces. La nouvelle stratégie comportera plusieurs grands volets, dont le choix de modalités de vulgarisation adaptées à certains partenaires, l'augmentation de la fréquence de publication des synthèses, la mise à profit de l'expérience acquise en matière de vulgarisation par le site Web de l'Institut, le renforcement de la collaboration avec d'autres éditeurs et des initiatives visant à rendre les livres plus abordables, la modernisation du bulletin *UNRISD Infos*; l'utilisation du CD-ROM comme moyen de diffusion privilégié, l'élaboration et l'application d'une stratégie de communication sur le rapport sur la pauvreté de 2009, le remaniement des listes de diffusion de l'Institut pour les rendre plus cohérentes et l'installation de systèmes de mise à jour systématique, l'amélioration

du suivi de la production de documents et de la collecte des données nécessaires à l'établissement de rapports fiables, l'accent étant mis sur les réalisations et les contributions.

VI. Assistants de recherche et stagiaires

64. De jeunes chercheurs participent aux travaux de l'Institut comme assistants de recherche ou stagiaires, ceux-ci étant recrutés pour deux à trois mois (en moyenne) et ceux-là pour deux ans au maximum. Ils aident les coordonnateurs de recherche à concevoir des projets, à établir des bibliographies raisonnées et à recueillir des données et à organiser des séminaires de recherche et des conférences. Ces deux dernières années, ils ont aussi écrit ou coécrit des documents, organisé des conférences auxquelles ils ont participé et dont ils ont rendu compte, et effectué des travaux de traduction. Au cours de la période à l'examen, ils ont été plus de 30 à participer aux travaux de l'Institut. Ils venaient des pays suivants : Allemagne, Angola, Australie, Bolivie, Brésil, Canada, Colombie, Danemark, Espagne, États-Unis d'Amérique, France, Italie, Maroc, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Suisse et Tchad.

VII. Situation financière

65. L'Institut a reçu en 2005 2 645 695 dollars et doit recevoir en 2006 2 801 800 dollars de contributions destinées au financement de ses activités de base. Il a reçu en 2005 204 887 dollars de plus qu'en 2004 et doit recevoir en 2006 156 105 dollars de plus qu'en 2005. Six pays ont contribué aux ressources de base en 2005 et 2006. L'Institut a également reçu des contributions de la Communauté européenne, de gouvernements, d'institutions internationales et de fondations pour financer divers projets. Les contributions versées au titre des projets sont passées de 1 438 560 dollars en 2004 à 881 888 dollars en 2005, alors que les contributions annoncées pour 2006 se montent à 1 275 000 dollars. Les principaux contributeurs de fonds destinés aux activités de base sont la Suède et le Royaume-Uni, qui ont annoncé le versement simultané de trois années de contributions. Des contributions annuelles aux ressources de base ont été reçues de la Finlande, du Mexique, de la Norvège et de la Suisse. Le Danemark n'a plus versé de contribution au titre des ressources de base après 2004. Au cours de la période à l'examen, la Suède et la Suisse ont également versé des contributions au titre des projets, d'autres ressources importantes destinées aux projets ayant été versées par la Communauté européenne, le Centre de recherche canadien pour le développement international, le Fonds international de développement agricole, l'UNESCO, la Fondation Ford et la Fondation pour les Nations Unies.

66. Les données récapitulées dans le tableau ci-après indiquent que l'Institut doit en principe recevoir 4 076 800 dollars en 2006, soit 16 % de plus qu'en 2005 et 5 % de plus qu'en 2004.

Ressources de l'Institut en 2004, 2005 et 2006

(En dollars des États-Unis)

	2004	2005	2006 (est.)
Activités de base	2 440 808	2 645 695	2 801 800
Projets	1 438 560	881 888	1 275 000
Total	3 879 368	3 527 583	4 076 800

Notes

- ¹ UNRISD, *Social development Research at UNRISD, 2005-2009*, Genève 2006.
- ² Six ouvrages : Giovanni Andrea Cornia (éd.) Shahra Razavi et Shireen Hassim (éd.), Massoud Karshenas et Valentine M. Moghadam (éd.), Maureen Mackintosh et Meri Koivusalo (éd.), Olli Kangas et Joakim Palme (éd.) et Huck-ju Kwon (éd.); Research and Policy Brief n° 5 et cinq documents de programme sur la politique sociale et le développement (n°s 20, 21, 22, 23 et 25).
- ³ Documents de programme sur la politique sociale et le développement, n°s 24, 26, 28 et 30.
- ⁴ Documents de programme sur la politique sociale et le développement, n°s 27 et 29.
- ⁵ Trois ouvrages : Niraja Gopal Jayal, Yusuf Bangura (éd.), et Florian Bieber; Documents de programme sur la démocratie, la gouvernance et les droits de l'homme, n°s 20, 22 et 24; et *Conference News* n° 16.
- ⁶ Documents de programme sur les technologies, les entreprises et la société, n°s 15, 16 et 18.
- ⁷ Documents de programme sur les marchés, les entreprises et la réglementation, n° 1.
- ⁸ *Funding Social Change* (numéro spécial de la revue *Development*).
- ⁹ Documents établis dans le cadre du Programme sur la politique sociale et le développement n°s 17 et 18, *Synthèses (recherche et politiques)* : n° 6.
- ¹⁰ Documents établis dans le cadre du Programme sur la politique sociale et le développement n°s 19 à 22 et 24 à 27.
- ¹¹ Gender Occasional Papers (études thématiques sur l'inégalité entre les sexes) 1 à 15 (voir note 14).
- ¹² **Ouvrages**
 - Giovanni Andrea Cornia (dir. publ.), *Pro-Poor Macroeconomics: Potential and Limitations*, UNRISD/Palgrave MacMillan, 2006
 - Yusuf Bangura et George Larbi (dir. publ.), *Public Sector in Developing Countries: Capacity Challenges to Improve Services*, UNRISD/Palgrave MacMillan, 2006
 - Niraja Gopal Jayal, *Representing India: Ethnic Diversity and the Governance of Public Institutions*, UNRISD/Palgrave MacMillan 2006
 - Yusuf Bangura (dir. publ.), *Ethnic Inequalities and Public Sector Governance*, UNRISD/Palgrave MacMillan, 2006
 - Shahra Razavi et Shireen Hassim (dir. publ.), *Gender and Social Policy in a Global Context: Uncovering the Gendered Structure of « the Social »*, UNRISD/Palgrave Macmillan, 2006
 - *Funding Social Change*, numéro spécial de la revue *Development*, vol. 49, n° 2, juin 2006
 - Peter Utting, *Reclaiming Development Agendas*, UNRISD/Palgrave Macmillan, 2006
 - Florian Bieber, *Post-War Bosnia: Ethnicity, Inequality and Public Sector Governance*, UNRISD/Palgrave Macmillan, 2006

- Massoud Karshenas et Valentine M. Moghadam (dir. publ.), *Social Policy in the Middle East: Economic, Political, and Gender Dynamics*, UNRISD/Palgrave Macmillan, 2006
- Maureen Mackintosh et Meri Koivusalo (dir. publ.), *Commercialization of Health Care: Global and Local Dynamics and Policy Responses*, UNRISD/Palgrave Macmillan, 2005
- K. B. Ghimire (dir. publ.), *Civil Society and the Market Question*, UNRISD/Palgrave Macmillan, 2005
- Yusuf Bangura et Rodolfo Stavenhagen (dir. publ.), *Racism and Public Policy*, UNRISD/Palgrave Macmillan, 2005
- Olli Kangas et Joakim Palme (dir. publ.), *Social Policy and Economic Development in the Nordic Countries*, UNRISD/Palgrave Macmillan, 2005
- Ashok Swain (dir. publ.), *Education as Social Action: Knowledge, Identity and Power*, UNRISD/Palgrave Macmillan, 2005
- Huck-ju Kwon (dir. publ.), *Transforming the Developmental Welfare State in East Asia*, UNRISD/Palgrave Macmillan, 2005

13 Documents établis au titre du Programme sur la société civile et les mouvements sociaux

- N° 27, Heikki Patomäki, *Global Tax Initiatives: The Movement for the Currency Transaction Tax*, à paraître en décembre 2006
 - N° 26, Nelson J.V.B. Querijero and Ronnie V. Amorado, *Transnational Civil Society Movements: The State of Anticorruption Efforts*, août 2006
 - N° 25, Wendy Harcourt, *The Global Women's Rights Movement: Power Politics around the United Nations and the World Social Forum*, août 2006
 - N° 24, Marco Giugni, Marko Bandler et Nina Eggert, *The Global Justice Movement: How Far Does the Classic Social Movement Agenda Go in Explaining Transnational Contention?*, juin 2006
 - N° 23, Catherine Agg, *Trends in Government Support for Non-Governmental Organizations: Is the « Golden Age » of the NGO Behind Us?*, juin 2006
 - N° 22, Alejandro Bendaña, *NGOs and Social Movements: A North-South Divide?*, juin 2006
 - N° 21, Donatella della Porta, *The Social Bases of the Global Justice Movement: Some Theoretical Reflections and Empirical Evidence from the First European Social Forum*, décembre 2005
 - N° 20, Murat Yilmaz, *Le commerce équitable*, décembre 2005
 - N° 19, Kléber B. Ghimire, *The Contemporary Global Social Movements*, août 2005
 - N° 18, Mario Pianta, *UN World Summits and Civil Society: The State of the Art*, août 2005
 - N° 17, Constanza Tabbush, *Civil Society in United Nations Conferences: A Literature Review*, août 2005
 - N° 16, María Pilar García-Guadilla, *Environmental Movements, Politics and Agenda 21 in Latin America*, août 2005
 - N° 15, Cyril I. Obi, *Environmental Movements in Sub-Saharan Africa: A Political Ecology of Power and Conflict*, janvier 2005
- Documents établis au titre du Programme sur la démocratie, la gouvernance et les droits de l'homme**
- N° 24, Abdul Raufu Mustapha, *Ethnic Structure, Inequality and Governance of the Public Sector in Nigeria*, novembre 2006

N° 23, Devesh Kapur et Pratap Bhanu Mehta, *The Indian Parliament as an Institution of Accountability*, janvier 2006

N° 22, Wolf Linder et Isabelle Steffen, *Ethnic Structure, Inequality and Governance of the Public Sector in Switzerland*, janvier 2006

N° 21, Thandika Mkandawire, *Disempowering New Democracies and the Persistence of Poverty*, janvier 2006

N° 20, Khoo Boo Teik, *Ethnic Structure, Inequality and Governance in the Public Sector: Malaysian Experiences*, décembre 2005

N° 19, Attila Ágh, Gabriella Ilonszki et András Lánctzi, *Economic Policy Making and Parliamentary Accountability in Hungary*, novembre 2005

N° 18, Francis Akindès et Victor Topanou, *Le contrôle parlementaire de l'action gouvernementale en République du Bénin : une lecture sociologique*, octobre 2005

N° 17, Zdenka Mansfeldová, *Economic Policy Making and Parliamentary Accountability in the Czech Republic*, octobre 2005

Document établi au titre du Programme sur les identités, les conflits et la cohésion

N° 11, Christopher Cramer, *Inequality and Conflict: A Review of an Age-Old Concern*, octobre 2005

Documents établis au titre du Programme sur la politique sociale et le développement

N° 30, Elisabete Inglesi, en collaboration avec Ana Lucia Weinstein, Celi Denise Cavallari, Octavio Valente Junior et Glaury Coelho, *Implications of World Bank Financing for NGO and CBO Responses to HIV/AIDS in the South and Southeast of Brazil*, à paraître en décembre 2006

N° 29, María Angélica Alegría Calvo et Eugenio Celedón Cariola, *Historia del sector sanitario chileno: de la gestión estatal hasta el proceso de privatización*, à paraître en décembre 2006

N° 28, Joseph Tumushabe, *The Politics of HIV/AIDS in Uganda*, août 2006

N° 27, Laila Smith, *Neither Public Nor Private: Unpacking the Johannesburg Water Corporatization Model*, mai 2006

N° 26, Sandhya Srinivasan et Mini Sukumar, *Liberalization and HIV in Kerala*, avril 2006

N° 25, Olli E. Kangas, *Pensions and Pension Funds in the Making of a Nation-State and a National Economy*, mars 2006

N° 24, Carole J. L. Collins, *Mozambique's HIV/AIDS Pandemic: Grappling with Apartheid's Legacy*, février 2006

N° 23, Thandika Mkandawire, *Targeting and Universalism in Poverty Reduction*, décembre 2005

N° 22, Huck-ju Kwon, *Transformer l'État providence développemental en Asie de l'Est*, septembre 2005

N° 21, Eliza W. Y. Lee, *The Politics of Welfare Developmentalism in Hong Kong*, août 2005

N° 20, Manuel Barahona, Ludwig Güendel et Carlos Castro, *Política social y reforma social « a la tica »: Un caso paradigmático de heterodoxia en el contexto de una economía periférica*, août 2005

N° 19, Susy Giullari et Jane Lewis, *The Adult Worker Model Family, Gender Equality and Care: The Search for New Policy Principles, and the Possibilities and Problems of a Capabilities Approach*, avril 2005

N° 18, Nicola Yeates, « *Globalization* » and *Social Policy in a Development Context: Regional Responses*, avril 2005

Documents établis au titre du Programme sur la technologie, l'entreprise et la société

N° 18, Atul Sood et Bimal Arora, *The Political Economy of Corporate Responsibility in India*, novembre 2006

N° 17, Momar-Coumba Diop, *Technologies, Power and Society: An Overview*, septembre 2005

N° 16, Manuel Riesco, Gustavo Lagos et Marcos Lima, *The « Pay Your Taxes » Debate: Perspectives on Corporate Taxation and Social Responsibility in the Chilean Mining Industry*, septembre 2005

N° 15, Peter Utting, *Rethinking Business Regulation: From Self-Regulation to Social Control*, septembre 2005

Documents portant sur les préoccupations constantes de l'Institut

N° 11, John Toye et Richard Toye, *The World Bank as a Knowledge Agency*, novembre 2005

N° 10, Andrea Cornwall et Karen Brock, *Beyond Buzzwords: « Poverty Reduction », « Participation » and « Empowerment » in Development Policy*, novembre 2005

N° 9, Norman Girvan, *The Search for Policy Autonomy in the South: Universalism, Social Learning and the Role of Regionalism*, octobre 2005

N° 8, Jan Aart Scholte, *The Sources of Neoliberal Globalization*, octobre 2005

N° 7, John Quiggin, *Interpreting Globalization: Neoliberal and Internationalist Views of Changing Patterns of the Global Trade and Financial System*, octobre 2005

N° 6, Roy Culpeper, *Approaches to Globalization and Inequality within the International System*, octobre 2005

N° 5, Albert Berry, *Methodological and Data Challenges to Identifying the Impacts of Globalization and Liberalization on Inequality*, octobre 2005

N° 4, Solon L. Barraclough, *In Quest of Sustainable Development*, septembre 2005

Documents se rapportant au Programme sur les marchés, les entreprises et la réglementation

N° 1, Peter Utting et Ann Zammit, *Beyond Pragmatism: Appraising UN–Business Partnerships*, octobre 2006

14 Documents spéciaux sur l'égalité entre les sexes

N° 15, Maxine Molyneux et Shahra Razavi, *Beijing Plus 10: An Ambivalent Record on Gender Justice*, mars 2006

N° 14, Le Anh Tu Packard, *Gender Dimensions of Viet Nam's Comprehensive Macroeconomic and Structural Reform Policies*, février 2006

N° 13, Onalenna Doo Selolwane, *Gendered Spaces in Party Politics in Southern Africa: Progress and Regress since Beijing 1995*, février 2006

N° 12, Elissa Braunstein, *Foreign Direct Investment, Development and Gender Equity: A Review of Research and Policy*, janvier 2006

N° 11, Keiko Yamanaka et Nicola Piper, *Feminized Migration in East and Southeast Asia: Policies, Actions and Empowerment*, décembre 2005

N° 10, Binaifer Nowrojee, *« Your Justice Is Too Slow »: Will the ICTR Fail Rwanda's Rape Victims?*, novembre 2005

N° 9, Gita Sen, *Neolib, Neocons and Gender Justice: Lessons from Global Negotiations*, septembre 2005

N° 8, Jo Beall, *Decentralizing Government and Centralizing Gender in Southern Africa: Lessons from the South African Experience*, août 2005

N° 7, Celestine Nyamu-Musembi, *For or Against Gender Equality? Evaluating the Post-Cold War « Rule of Law » Reforms in Sub-Saharan Africa*, août 2005

N° 6, Monica Boyd et Deanna Pikkov, *Gendering Migration, Livelihood and Entitlements: Migrant Women in Canada and the United States*, juillet 2005

N° 5, Amrita Basu, *Women, Political Parties and Social Movements in South Asia*, juillet 2005

N° 4, Deniz Kandiyoti, *The Politics of Gender and Reconstruction in Afghanistan*, février 2005

N° 3, Éva Fodor, *Women at Work: The Status of Women in the Labour Markets of the Czech Republic, Hungary and Poland*, février 2005

N° 2, Ching Kwan Lee, *Livelihood Struggles and Market Reform: (Un)making Chinese Labour after State Socialism*, février 2005

N° 1, Carmen Diana Deere, *The Feminization of Agriculture? Economic Restructuring in Rural Latin America*, février 2005

15 Rapports

UNRISD, *Gender Equality: Striving for Justice in an Unequal World*, 2005

UNRISD, *Égalité des sexes : en quête de justice dans un monde d'inégalités*, 2005

UNRISD, *Igualdad de género: la lucha por la justicia en un mundo desigual*, 2006

UNRISD, *Gender Equality: Striving for Justice in an Unequal World (édition arabe)*, 2006

16 Recherches et politiques – Synthèses

N° 6, *UN World Summits and Civil Society Engagement*, décembre 2006

N° 5, *Transformative Social Policy: Lessons from UNRISD Research*, octobre 2006

N° 4s, *Reforma agraria e igualdad de género*, février 2006

N° 4f, *Réformes foncières et égalité des sexes*, février 2006

N° 4, *Land Tenure Reform and Gender Equality*, décembre 2005

N° 3f, *Politiques de technocrates et contrôle démocratique*, mai 2005

N° 3s, *Formulación tecnocrática de las políticas y rendición de cuentas en regímenes democráticos*, mai 2005

N° 2f, *Le développement social et la « révolution de l'information »*, mai 2005

N° 2s, *El desarrollo social y la « revolución de la información »*, mai 2005

N° 1f, *Responsabilité sociale et encadrement juridique des sociétés commerciales*, avril 2005

N° 1s, *Responsabilidad social y regulación de las empresas*, avril 2005

17 Conférence Infos

N° 16, *Ethnic Inequalities and Public Sector Governance* (rapport de la conférence internationale organisée par l'Institut, le bureau du PNUD en Lettonie et le Ministère letton de l'intégration du 25 au 27 mars 2004, à Riga), 2006

N° 15, *Understanding Informational Developments: A Reflection on Key Research Issues* (rapport de l'atelier organisé par l'Institut les 26 et 27 septembre 2003, à Genève), 2005

18 *UNRISD News* n° 27, mars 2005; *UNRISD Infos*, n° 27, mars 2005; *UNRISD Informa* n° 27, mars 2005.